

C. Castaner : « Je ne suis l'otage d'aucun territoire »

Le candidat de la gauche aux élections régionales, veut être « celui qui rassemble ». Maire de Forcalquier, il voudrait faire de la région la Californie en matière d'économie et d'emplois

Chemise blanche, sans cravate, Christophe Castaner complète son allure décontractée avec une barbe naissante et un sourire jovial qui tâte le terrain. Il est juriste de formation mais parle volontiers de son diplôme de sciences pénales et de criminologie. Il l'a eu « *par curiosité intellectuelle* », peut-être éveillée par les polars qu'il dévore au rythme d'un par jour pendant ses vacances. Marié, père de deux enfants, il est maire de Forcalquier dans les Alpes-de-Haute-Provence, un atout d'indépendance selon lui. Député, il apprécie le ministre de l'Économie et des finances, Emmanuel Macron, dont il défend la loi. Pas étonnant, l'économie c'est son cheval de bataille, dans la course au conseil régional. Il a jusqu'en décembre pour convaincre et rassembler la gauche.

Les élections départementales ont-elles entamé le moral de la gauche pour les régionales ?

Dans un contexte de triangulaire, on est dans une situation jouable pour la gauche, à condition de réussir un large rassemblement avec les écologistes, le Front de gauche, le PRG et de faire une campagne qui donne envie d'aller voter.

Le riffi chez les Le Pen, peut-il jouer en votre faveur ?

Ce parti qu'il soit incarné par Jean-Marie Le Pen, sa fille ou sa petite-fille Marion Maréchal-Le Pen, a été construit sur le rejet de l'autre et celui de l'échec économique. Ce fonds de commerce ne change pas. Le FN en responsabilité c'est nous conduire immédiatement à la récession, à la crise, à la perte

d'emploi. Je me bats contre des idées dont je sais qu'elles seraient nocives pour l'image de notre région, nos valeurs, mais aussi pour notre quotidien, notre économie.

Mais s'il y avait deux candidats FN, cela arrangerait la gauche ?

La question n'est pas de savoir s'ils seront un deux ou trois ou si l'UMP va profiter de leur division mais de savoir si on veut garder une région solidaire, portée par un président qui puisse la rassembler ou si on veut quelqu'un à sa tête, qui incarne la division, le repli sur soi. En étant un élu des Alpes-de-Haute-Provence, je n'appartiens à aucun clan et ne suis l'otage d'aucun territoire.

Pourquoi cette allusion à la droite ?

Jeudi encore, pour le débat sur le Contrat de plan État-Région, Michel Vauzelle, président du conseil régional et le préfet de Région se sont déplacés à Nice mais Christian Estrosi, le maire de Nice, et Éric Ciotti, le président du conseil départemental ne sont pas venus. Il y a deux mois, ils n'avaient pas voulu se rendre à Marseille. Ils refusent le fait régional et se privent de moyens financiers. Que ce soit au FN ou à droite, ils sont incapables de

“ On peut travailler sur un tourisme de raison. ”

dépasser les clivages politiques.

Votre nom a-t-il circulé en cas de remaniement du gouvernement ?

J'ai eu des échanges avec plusieurs personnes. Mais j'ai exclu cette idée. C'est incompatible avec ma candidature à la présidence de la Région. Mon nom a pu circuler, comme secrétaire d'État à l'Industrie. Je remercie ceux qui l'ont évoqué. Mais il n'y a pas de remaniement dans l'air.

Est-ce Emmanuel Macron qui l'a suggéré ?



(Photo Frank Muller)

Vous n'avez pas accès à mes textos, vous ne pouvez pas savoir (NDRL : rires). J'ai découvert Emmanuel Macron dans le cadre de la loi qui porte son nom. J'ai apprécié l'homme. C'est un social-démocrate dans sa culture. Il refuse les dogmes contrairement à Benoît Hamon qui vit de dogmes. Il pense que notre pays a besoin que l'on desserre l'étau de contraintes, de règles. On est plutôt cadennassé en France.

Que faut-il décadennasser par exemple ?

Cécile Duflot, a hurlé parce que dans la loi Macron, il est prévu la simplification du droit de l'environnement. Depuis des années, au nom de l'environnement, on a rajouté des couches. J'ai été rapporteur de cette partie du texte. On peut faire du droit de l'environnement avec le même niveau d'ambition mais plus simple. Aujourd'hui pour faire un lotissement il faut mener trois enquêtes publiques différentes. Ce n'est pas possible. Il faut tout faire sur une seule.

Quels sont les grands axes de votre programme ?

Je ne suis pas là pour faire un catalogue d'actions sur un bout du Var ou des Alpes-Maritimes. Je suis là pour porter une politique globale. Je pense par exemple, que cette région ressemble à la Floride et que l'on peut en faire la Californie, sur tous les sujets : son ouverture sur la Méditerranée, la place des

personnes âgées, le tourisme. Derrière, c'est de l'emploi, de l'économie.

Et comment devient-on la Californie ?

Cela implique de mettre en place des outils, des écoles de formations. Par exemple, on est la deuxième région de France après Paris en matière de tourisme. Où est la grande école de formation aux métiers du tourisme ? Le département des Alpes-Maritimes devrait porter ce projet et le conseil régional doit l'accompagner.

Ce tourisme ne risque-t-il pas de tout dénaturer ?

Il faut respecter les territoires, les paysages. On peut travailler sur un tourisme de raison, en quête de sens. Il faut développer l'éco-tourisme qui inclue l'ambition sociale et environnementale. C'est un écosystème qui va de l'artisan à la grande entreprise et implique tous les niveaux de formation.

Avez-vous des exemples ?

Le pôle senteurs-saveurs autour de Grasse, ça, c'est une identité touristique majeure. Ce pôle de compétitivité va des entreprises à la formation en passant par le musée. Toulon a aussi un écosystème, autour de la mer, y compris en intégrant l'armée. La Région a tous les outils pour l'accompagner avec la formation dans les lycées, l'université, la formation professionnelle et va appuyer les entreprises dans le

développement à l'international.

Quel autre projet pourrait servir l'économie locale ?

Le territoire qui va se développer, c'est l'Afrique. Est-ce qu'on laisse

“ Il faut passer aux énergies propres ”

les Chinois sur ce marché ou est-ce que l'on fait de la région Paca une plate-forme de développement de l'Afrique ? Nice, Toulon, Marseille ont une place majeure à jouer. 20000 jeunes, à Marseille, parlent couramment les langues arabes. Comment les former, et les utiliser demain. On va le décliner sur l'ensemble de la Région.

Etes-vous favorable à la LGV ?

On n'est plus sur la LGV qui passe au milieu de notre région et au nord du Var. L'urgence c'est le renforcement et l'amélioration du service sur les réseaux existants, sur le quotidien et pas sur les grandes nouvelles infrastructures.

Quel rôle va jouer la Région dans la loi de transition énergétique ?

Il faut passer du tout nucléaire aux énergies propres. Mais cela ne se fait pas d'un coup. L'éolien en mer est un espoir et fait des progrès. Le solaire a un défaut, le besoin de foncier. Je suis de cette génération qui est née avec le mythe d'une énergie propre et pas chère. Le nucléaire est apparu comme pouvant régler tout ça. Ce n'est pas le cas. Le conseil régional doit faire progresser les énergies durables.

La Région monte-t-elle en puissance ?

Elle s'impose en terme de formation, d'économie, d'aménagement du territoire avec des schémas prescriptifs. Elle est maîtresse de ces politiques. Oui il y a une vraie montée en puissance du conseil régional.

PROPOS RECUEILLI
PAR RÉGINE MEUNIER
rmeunier@nicematin.fr

Repères

3 janvier 1966 : naissance à Ollioules

2000-2002 : chef de cabinet de Michel Sapin, ministre de la Fonction publique et de la réforme de l'État.

Depuis 2001 : maire de Forcalquier

2004-2012 : vice-président du conseil régional Paca

Depuis 2012 : député des Alpes-de-Haute-Provence